

## **Anthropologie et développement. Historiciser et localiser les approches<sup>1</sup>**

Thomas Bierschenk<sup>2</sup>

Je souhaite saisir l'occasion qui m'est offerte par les organisateurs de cette conférence pour revenir sur le projet de l'APAD auquel j'ai été intimement associé, et ce pratiquement depuis les débuts de cette entreprise. Une réflexion de ce type me semble particulièrement opportune dans le cadre de cette conférence annuelle qui a été conçue dans une logique d'état des lieux et de discussion de nouvelles perspectives.

Mon objectif est de situer l'approche de l'APAD dans le champ plus large de l'anthropologie du développement, ce que je ferai en me tournant vers le passé, puis en regardant de côté, « à gauche et à droite » si je puis dire. Je me demanderai avant toute chose si nous pouvons tirer des leçons d'autres tentatives de réflexion sur les relations entre anthropologie et développement, tentatives qui ont précédé de beaucoup la naissance de l'APAD, et qui se sont poursuivies parallèlement à son existence. L'anthropologie du développement a commencé bien avant la fondation de l'APAD au début des années 1990 – nous n'en étions que faiblement conscient à l'époque – et avec le recul, il apparaît évident que la naissance de notre association s'inscrivait dans un mouvement plus global dans ce domaine. Observer ce qui s'y passait à ce moment là et ce qui s'y passe actuellement, également en dehors de, et en parallèle à l'APAD nous aide à mieux comprendre comment ses conditions particulières de création ont conféré à l'APAD ses caractéristiques spécifiques, durables, dont certaines valent indiscutablement d'être conservées, alors que d'autres mériteraient d'être revues. En d'autres termes, les quatre mots clés de l'acronyme APAD – Europe, Afrique, anthropologie, développement – doivent faire l'objet d'un examen attentif. Ainsi, après avoir regardé en arrière, puis à gauche et à droite, je terminerai cet exposé par un regard vers l'avant.

Mes propositions reposent bien sûr sur une prémisse qu'il faudra discuter préalablement. Cette prémisse est qu'il existe quelque chose comme une « approche APAD » de l'anthropologie du développement. Cette approche a évolué depuis ses premières définitions initialement formulées par Jean-Pierre Dozon (1978) et Jean-Pierre Chauveau (1985), puis plus largement et à plusieurs

---

<sup>1</sup> Ce texte est une version légèrement modifiée du discours d'ouverture de la conférence de l'APAD sur « Développement, libéralisme et modernité : trajectoires pour une anthropologie du changement social », 13-15 décembre 2007, Tervuren/Bruxelles. L'APAD (Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement) est à présent basée à Uppsala (Suède) et Leiden (Pays-Bas) ; cf. [www.association-apad.org](http://www.association-apad.org). Je souhaite remercier Nassirou Bako-Arifari, Pierre-Yves Le Meur et Eva Spies pour leurs commentaires productifs sur une première mouture de ce texte. Ma réflexion sur le sujet s'est également beaucoup inspirée des remarques perspicaces d'Ejima Baker, Jacob Doherty et Summer Wood lors du cours que j'ai donné à la New School for Social Research de New York à l'automne 2007.

<sup>2</sup> Département d'anthropologie et d'Études africaines, Université Johannes Gutenberg de Mayence, Allemagne. Contact : [biersche@uni-mainz.de](mailto:biersche@uni-mainz.de)

occasions par Jean-Pierre Olivier de Sardan (pour une évaluation, voir Bierschenk 2007a; parmi ses nombreux écrits sur le sujet, voir Olivier de Sardan 1983; Olivier de Sardan 1985, 1995, 2005a). On peut repérer cinq postulats fondant l'approche « apadienne ». Le premier de ces postulats consiste à séparer les réflexions normatives sur le développement de l'analyse empirique pour se concentrer sur cette dernière : sur les « faits du développement ». Le développement est tout simplement ce que les acteurs dans le champ désignent comme tel, et le monde social dans lequel ils évoluent. Ou, pour suivre Jean-Pierre Chauveau qui écrivait dès 1985 dans un style concis (p. 164) : « Il y a tout simplement 'développement' là où il y a des 'développeurs', là où l'un des groupes se réclamant de la mise en œuvre du développement, organise un dispositif d'intervention sur d'autres groupes sociaux ». Si l'anthropologie du développement est empirique (second postulat), ce n'est pas par positivisme naïf, mais au sens de toute bonne anthropologie, dont le projet s'enracine dans les mondes de vie, les pratiques sociales et les expériences quotidiennes des acteurs. Le développement en tant que champ social (troisième postulat) est un objet légitime pour l'anthropologie, aussi « noble » que les objets plus classiques de la parenté ou de la religion par exemple. En fait, le développement en tant que champ social est composé de réalités multiples pour l'étude desquelles l'anthropologie, grâce à son outillage méthodologique, est particulièrement bien équipée. Quatrième postulat : cette anthropologie du développement empirique et non normative a des ambitions théoriques. Sa contribution à l'anthropologie générale est non seulement faite de nouveaux objets, mais aussi, et plus encore peut-être, de nouvelles méthodes et d'approches théoriques innovantes. Dans le même temps (cinquième postulat), cette anthropologie du développement ambitieuse au plan théorique est aussi une anthropologie du développement appliquée. La recherche appliquée et la recherche fondamentale sont indissociables. Par conséquent, lorsque l'anthropologie néglige le développement, ou que le monde du développement néglige l'anthropologie, c'est à leurs propres dépens, au risque de leur appauvrissement à tous deux.

À ces cinq postulats essentiels, on doit ajouter le style particulier du travail anthropologique de l'APAD : une coproduction de savoirs anthropologiques sur le développement qui est l'œuvre de chercheurs européens et africains. La structure de la participation à cette conférence de l'APAD est une belle illustration de ce style – et c'était déjà le cas des précédentes.

Toutefois, si la description d'une approche propre à l'APAD se veut correcte (même si succincte) – une approche née dans les années 1980 dans un esprit de forte confiance en soi et de rupture historique –, comment la situer dans les champs plus larges de la production du savoir et de l'intervention pratique ?

Il existe diverses manières de structurer ce champ de savoir. Une typologie classique différencie la recherche anthropologique fondamentale sur le développement, et l'application des savoirs anthropologiques au développement ; une autre distingue les approches centrées sur les acteurs, les institutions, les politiques et les discours.

La première distinction (entre recherche appliquée et recherche fondamentale) s'exprime souvent en anglais via l'opposition (intraduisible) entre *development anthropology* et *anthropology of development* (cette dernière formulation au sens où l'on parle d'anthropologie du droit, de la religion, etc.). Nous avons vu que l'approche de l'APAD, tout en ne niant pas cette différence, tente sciemment de la réduire. Elle postule que la recherche appliquée ne peut exister par elle-même. Toute bonne anthropologie appliquée doit s'appuyer sur une bonne anthropologie fondamentale, bénéficiant de tous les garde-fous méthodologiques et de la réflexivité théorique de cette dernière. Il faut en même temps rappeler au passage, et par anticipation de ma revue à suivre de l'anthropologie appliquée américaine, que l'anthropologie du développement et l'anthropologie appliquée (ou pratique) se chevauchent mais ne se confondent pas : alors qu'il existe une anthropologie du développement non appliquée, il existe aussi une anthropologie appliquée non orientée vers le développement, ou alors seulement dans un sens très large.

En ce qui concerne la seconde typologie basée sur la distinction entre approches centrées sur les acteurs, les institutions, les politiques et les discours, il est probablement juste de dire que la manière apadienne de faire de l'anthropologie est essentiellement centrée sur les acteurs – conséquence quasi inéluctable de la priorité donnée à l'ethnographie. Mais si l'approche centrée sur les acteurs était innovante dans les années 1980 au plan théorique, elle est récemment devenue la cible de critiques venues d'autres points de vue, et en particulier de l'approche dite discursive. Si l'on analyse le programme de notre conférence, nous notons que l'approche même de l'APAD tend à évoluer en direction d'approches plus centrées sur les politiques.

Je souhaite aborder ces différences en opérant un détour via une troisième distinction partant de la localisation des approches, distinction qui me semble avoir été indûment négligée. L'idée de « localisation » peut porter tant sur l'écriture anthropologique que sur ses terrains. À propos de ceux-ci, on a pu décrire les évolutions de la théorie anthropologique en lien avec les sites à partir desquels celle-ci s'est développée (Fardon 1990). L'approche holistique de la culture de Bronislaw Malinowski, par exemple, aurait fondé sa plausibilité dans la nature insulaire des sociétés océaniques et l'approche en réseau de l'École de Manchester dans le caractère fluide des relations sociales en Afrique Centrale et Australe. Une réflexion de ce genre appliquée à l'anthropologie du développement est toujours en quête d'auteurs : une anthropologie du développement dont l'inspiration empirique vient d'Inde, d'Indonésie ou d'Amérique latine est-elle différente d'une anthropologie du développement centrée sur l'Afrique ? C'est très probable, mais ce sont précisément les frontières géographiques de l'APAD qui nous ont empêchés d'identifier les éventuelles spécificités des situations de développement africaines<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Le degré d'extraversion des États et sociétés, en particulier vis-à-vis des agences de développement étrangères, lui-même lié aux forces et faiblesses relatives des États et à leur capacité stratégique différentielle – leur « ruse » (Randeria 2007) – la force relative des mouvements sociaux, et bien sûr les différents processus d'émergence des classes sociales constitueraient certaines des dimensions comparatives à analyser. Il est impossible de développer ce point ici.

Ma proposition est la suivante : si l'on veut mieux comprendre l'essentiel du débat actuel dans le champ de l'anthropologie du développement, en particulier concernant les positionnements et étiquetages mutuels, il faut prendre conscience de l'existence de deux grands sites d'écriture de l'anthropologie du développement – l'Europe et les USA – qui ont développé des caractéristiques propres qui les distinguent nettement. Cette idée de « sites d'écriture » n'est pas à prendre dans un simple sens spatial, même si la localisation géographique n'en est pas complètement absente, et elle n'a bien entendu aucun rapport avec l'origine nationale des auteurs. Je pense surtout en termes de communautés épistémiques, de traditions discursives et de références intellectuelles dominantes au sein desquelles s'écrit l'anthropologie du développement, ainsi qu'en fonction du marché du livre et des revues scientifiques pour lesquels elle s'écrit. Les fossés linguistiques jouent un rôle capital dans le découpage de ces sites.

En d'autres termes, j'émet l'hypothèse qu'il existe quelque chose comme un style européen et un style états-uniens d'anthropologie du développement, et que certaines positions et certains débats actuels deviennent plus lisibles si nous prenons ce facteur en compte. Je reconnais qu'en procédant de la sorte, je propose une perspective très « nord-atlantiste », faisant sans doute ainsi l'impasse sur d'autres discours « périphériques », ceux qui par exemple ont trait à la branche latino-américaine ou indienne de l'anthropologie du développement. Dans le cadre du présent texte – et aussi par simple ignorance... –, je mettrai cette question entre parenthèses. Je passe aussi sur l'un des traits les plus caractéristiques de l'APAD : la coproduction euro-africaine de savoirs anthropologiques. D'ailleurs, si l'on prête attention aux trajectoires et réseaux professionnels de nos collègues africains, il est difficile de nier leur caractère euro-centré.

J'avance ici que l'APAD incarne un style d'anthropologie du développement typiquement européen, tout comme l'École de Wageningen (Long 2001, 1989; Long & Long 1992) et le réseau EIDOS (Hobart 1993; Lewis & Mosse 2005, 2006; Quarles van Ufford 1993; Quarles van Ufford, Kruyt & Downing 1988). Il existe en fait des chevauchements de personnes entre ces réseaux qui, avec la présence occasionnelle des uns aux réunions et conférences des autres, a généré des influences mutuelles, conscientes (Lewis & Mosse 2006; Olivier de Sardan 1988, 2001) ou implicites. Alors qu'une observation plus fine révélerait certainement d'importantes nuances, les traits communs à ce style européen sont plus faciles à repérer si on les observe de l'extérieur, des États-Unis en l'occurrence. Je me propose de mettre au jour ces différences intercontinentales en recourant à une perspective historique.

Pour le sens commun apadien mis en forme dans les textes fondateurs de l'association, l'anthropologie du développement a pris tournure dans les années 1970, même si l'existence de précurseurs (par exemple Bastide 1971) est reconnue en passant (Olivier de Sardan 1988). Cette façon d'écrire l'histoire du champ me semble refléter une perspective très européenne, voire euro-continentale. Elle néglige largement deux traditions : la très riche tradition nord-américaine d'anthropologie appliquée qui remonte quasiment aux débuts de l'anthropologie comme science empirique dans les premières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, et l'intérêt soutenu pour les applications

pratiques de l'anthropologie en Grande-Bretagne pendant la même période. Dans le cas des États-Unis, l'intérêt pratique était plutôt tourné vers l'intérieur, en direction de la société américaine elle-même, et – fait unique dans la tradition anthropologique jusque dans les années 1970 – une littérature conséquente a été produite durant cette période visant à l'identification d'un champ distinct (pour un aperçu utile, voir Bennett 1996). Pour ce qui est de l'anthropologie britannique, elle accompagnait déjà les mouvements humanitaristes – en l'occurrence anti-esclavagistes – du début du 19<sup>ème</sup> siècle (Reining 1996, commentaire sur Bennett) ; elle est plus tard devenue une science auxiliaire de la colonisation, avec un intérêt pratique dirigé vers l'extérieur, les colonies tout d'abord, les pays indépendants par la suite (Gardner & Lewis 1996, ch. 2). En Allemagne et en France en revanche, l'anthropologie n'a développé aucun intérêt pratique avant les années 1970, bien que pour des raisons historiques différentes. En France, l'intérêt pour les sociétés coloniales contemporaines s'est surtout exprimé chez les auteurs qui travaillaient en dehors du champ de l'anthropologie académique (Delafosse 1941; Delavignette 1931; cf. Sibeud 2002), tandis que les thèmes des universitaires se limitaient jusque dans les années 1980 aux formes sociales « traditionnelles » et/ou en voie de disparition<sup>4</sup>. La situation fut pire encore pour l'anthropologie allemande qui, après 1918, a rompu avec l'empirie pour se perdre dans la spéculation historique – ce qui n'a pas empêché certains de ses praticiens de proposer (en vain) une version appliquée de leur discipline aux dirigeants nazis pour l'administration des futures colonies (Hauschild 1995; Streck 2000). Dans les deux cas, c'est l'intérêt qu'une nouvelle génération d'anthropologues a porté sur le développement qui est à l'origine du tournant empirique pris par la discipline à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (Allemagne), parallèlement à la légitimité croissante des études empiriques des sociétés contemporaines (Allemagne, France).

Il faut admettre qu'il est très facile d'oublier cette tradition pratique, appliquée, qui perdure dans l'anthropologie américaine et britannique, car elle est habituellement omise dans les histoires standard de la discipline ou, au mieux, reléguée sur les marges, comme quelque chose que les fondateurs de la discipline « faisaient aussi », en plus de produire des textes canoniques<sup>5</sup>. Par conséquent, cette tradition appliquée n'est pas enseignée aux débutants en anthropologie, et dans le cas où elle l'est, elle est réservée aux cours de spécialisation. Le versant appliqué de l'anthropologie est toutefois parfois « critiqué » par des anthropologues généralistes, mais dans ce cas, c'est le plus souvent pour le réduire à la question de l'anthropologie dans le contexte colonial (Asad 1973)<sup>6</sup>. En outre, l'histoire de l'anthropologie du développement est habituellement traitée par les spécialistes sur un mode très sélectif, et ils se focalisent sur une seule tradition nationale, même si les titres respectifs des contributions suggèrent une perspective plus générale :

---

<sup>4</sup> Et ce, malgré l'influence de George Balandier (Balandier 1951, 1967) qui n'a pas ménagé ses efforts pour faire des études africaines modernes un sujet respectable.

<sup>5</sup> Dans Barth et al (2005) par exemple, aucun des auteurs ne traite de manière autre que très superficielle de l'anthropologie appliquée, pratique ou de l'anthropologie du développement. De nombreux auteurs classiques ont écrit sur l'application pratique de l'anthropologie ; voir entre autres Malinowski (1929), Radcliffe-Brown (1980 [orig. 1930]), Herskovits (1936), Evans-Pritchard (1946), Mead (1977), Firth (1981).

<sup>6</sup> Il est important de noter que la référence empirique de ce livre majeur est le colonialisme britannique – pas ses homologues français ou américain.

l'important article de Bennet (1996) par exemple traite exclusivement des États-Unis (sans que jamais le titre le dévoile)<sup>7</sup> ; Gardner & Lewis (1996, ch. 2) n'évoquent finalement que le cas britannique et, de manière très sélective, la situation des USA, et leurs références sporadiques à la France ne sont pas étayées. Spittler (1994) quant à lui ne donne aucune référence bibliographique et ne parle apparemment que de l'École allemande d'anthropologie appliquée du développement (qu'il critique pour son manque de réflexion théorique)<sup>8</sup>. Ces perceptions fragmentaires s'expliquent pour partie par une compétence linguistique limitée, et il n'est probablement pas injuste de dire qu'il existe un gradient dans la conscience de ce qui se passe au-delà des frontières nationales ou linguistiques spécifiques. Si les anthropologues allemands lisent au moins certains anthropologues américains, britanniques et français, la réciprocité est loin d'être certaine.<sup>9</sup>

Par conséquent, lorsque James Ferguson (1997) parle du développement comme de « l'âme damnée (*evil twin*) » de l'anthropologie – damnée car non reconnue – son intuition est juste, mais son argument souffre de simplisme car il ne prend pas en compte les différences entre traditions nationales. Il voit dans ce lien occulte un effet de l'épistémologie – il s'agit pour lui du lien inextinguible mais caché de l'anthropologie à l'évolutionnisme – et oublie qu'il résulte aussi de préoccupations pratiques pour le monde moderne qui sont tout autant constitutives de la discipline. Ces questions ont suivi un autre chemin aux États-Unis où, en l'absence d'un empire colonial formel, mais aussi pour des raisons prosaïques (difficulté à obtenir des bourses de voyage, faibles compétences linguistiques de la plupart des étudiants), les préoccupations pratiques de l'anthropologie sont plutôt restées d'ordre intérieur, alors que Grande-Bretagne est le seul endroit où l'anthropologie a été intégrée au dispositif colonial. Par comparaison, l'anthropologie en France et en Allemagne, nous l'avons dit, n'a connu ni application pratique, ni aspiration dans ce sens<sup>10</sup>. Aux États-Unis, les années 1930 ont constitué un moment clef pour le développement d'une anthropologie appliquée (Bennett 1996). Seule une partie de ce travail était centrée sur les réserves des Amérindiens. Les thématiques de l'anthropologie américaine appliquée étaient diversifiées, et

---

<sup>7</sup> Ainsi que le font Gow (1993), Hoben (1982) et Nolan (2002).

<sup>8</sup> Cette école est étudiée dans Schönhuth & Bliss (2004).

<sup>9</sup> Il n'existe aucun compte-rendu satisfaisant en anglais - ou en allemand - sur l'histoire récente de l'anthropologie allemande ; le traitement que fait Gingrich (2005) des développements post-1970 est extrêmement sommaire et biaisé. Pour un bon aperçu récent des études africaines en allemand, voir Probst (2005). Il faut noter que la compétence linguistique ne garantit pas la justesse de perception : la plupart des anthropologues allemands sous-estiment probablement l'étendue, la diversité intellectuelle et institutionnelle de l'anthropologie américaine ainsi que son factionnalisme (Silverman 2005: 330ff.), alors que c'est cette situation qui permet aux « renégats de survivre » et explique « qu'aucun paradigme ne peut dominer très longtemps ».

<sup>10</sup> Il ne s'agit pas de nier le profit qu'on tiré les anthropologues universitaires français de l'infrastructure du régime colonial, lorsqu'ils travaillaient de manière empirique, comme pendant l'expédition de Dakar à Djibouti au début des années 1930 (Griaule 1975; Leiris 1999). À la différence de leurs homologues britanniques (Evans-Pritchard et plus généralement l'Institut Rhodes Livingston viennent ici à l'esprit), ils n'avaient pas néanmoins l'ambition de réformer ou d'être autrement utiles au régime colonial. À côté de la relation intrinsèque mais occultée à l'évolutionnisme et des préoccupations pratiques pour le monde moderne, il existe un troisième lien au développement omis par les anthropologues : ces derniers sont en fait étonnamment nombreux à s'enorgueillir d'être des purs représentants du style académique (i.e. non appliqué), tout en étant – eux ou leurs époux/ses – activement impliqué(e)s dans des entreprises de développement, en général sur leurs propres terrains. Dans ce cas, qui est loin d'être rare, cette activité parallèle dans le développement n'est soumise à aucune réflexion théorique.

celle-ci était également centrée sur l'Amérique « blanche », à l'exemple des études d'Harvard sur les fondements socioculturels de l'organisation industrielle, à l'origine du concept « d'ingénierie anthropologique » (Chapple 1943, cité dans Bennett 1996), et des études de communautés rurales américaines sponsorisées par le Bureau d'économie agricole et de santé rurale du Département de l'Agriculture du gouvernement Roosevelt. De toute évidence, le moteur de ce développement était le *New Deal* porté par la croyance dans la possibilité d'une ingénierie sociale. Les traits méthodologiques de cette recherche anthropologique appliquée étaient la pluridisciplinarité, le comparatisme et l'utilisation réflexive d'une palette de méthodes de recherche qui allait bien au-delà de la désormais classique observation participante, approche canonisée par Malinowski (1984, orig. 1922: introduction) et rituellement invoquée mais bien peu réfléchie. À ces caractéristiques s'ajoutait une critique implicite de l'hégémonie culturaliste (*whole-culturalism* ; Bennet 1996 : 26) de l'anthropologie alors dominante. Ces orientations méthodologiques et théoriques hétérodoxes expliquent probablement pour une bonne part l'hostilité suscitée par ce travail appliqué chez de nombreux anthropologues universitaires. En d'autres termes, nombre des avancées récentes en anthropologie générale, mais aussi les disputes récurrentes qui les accompagnent entre anthropologie « fondamentale » et anthropologie « appliquée », étaient déjà présentes dans cette tradition américaine méconnue de l'anthropologie appliquée. Celle-ci a longtemps été, à l'instar de son homologue britannique pourtant plus nettement paternaliste, « le foyer exclusif des anthropologues intéressés par la société contemporaine » (Bennett 1996: 25 n. 5) – foyer revendiqué aujourd'hui par l'anthropologie générale.

Néanmoins, au-delà de ces approches appliquées, la conviction que l'anthropologie avait un rôle public à jouer, qu'elle pouvait être amenée à s'impliquer dans des questions d'intérêt pratique, a marqué l'anthropologie américaine en tant que telle, et elle était partagée par des figures tutélaires, Mead, Benedict ou encore Herskovits, qui s'étaient activement engagées dans l'effort de guerre et dans la création d'un nouvel ordre mondial après 1945. Les anthropologues américains partageaient l'optimisme humaniste-libéral et le populisme égalitaire qui avaient marqué les sciences sociales américaines depuis leurs origines au 19<sup>ème</sup> siècle et étaient liés à un élan moral visant à améliorer le monde (Anderson 2003). Dans ce sens, le *New Deal*, avec son intérêt pour l'ingénierie sociale, apparaît comme l'actualisation d'idées plus anciennes, et la Seconde Guerre Mondiale a ranimé ces convictions. Pour beaucoup de ses praticiens, l'anthropologie constituait une forme de « service public » (Lantis 1945, cité par Bennett 1996 : 30) défini comme une combinaison de professionnalisme et d'ingénierie sociale.

Dans les années 1950, ces convictions humanistes et ces traditions méthodologiques de l'anthropologie appliquée se sont cristallisées sur un mode radical dans l'œuvre de Sol Tax, figure rebelle de l'anthropologie américaine, dont le travail, qui cherchait à combler le fossé entre savoirs et pratiques du développement, mérite une attention bien plus soutenue (et éventuellement critique) que celle que lui ont accordée les anthropologues contemporains. Dans la terminologie de Jean-Pierre Olivier de Sardan (2004b), on pourrait décrire Sol Tax comme un précurseur dans

la quête du « chaînon manquant » entre recherche et action<sup>11</sup>. Sol Tax dont les origines biographiques s’ancrent dans le populisme du Middle West, et qui pendant ses études avait travaillé avec Ruth Benedict sur son étude des Mescaleros Apaches et Robert Redfield au Mexique, a très tôt élaboré une distinction entre science « pure » et science « thérapeutique », cette dernière touchant à la production de savoirs sur les problèmes de la vie réelle et les fondements du quotidien comme pré-condition à une pratique progressiste (Bennett 1996: 34ff.). L’idée centrale de Tax était celle d’une identité entre travail de terrain et développement communautaire. La tâche du travailleur de terrain est de faire prendre conscience par le biais de la recherche et d’une meilleure communication de ce qu’on pourrait appeler en langage actuel les notions populaires du développement, du bien-être social et de la bonne vie, et d’aider ces dernières à atteindre ces objectifs. Les idées de Tax ont été mises en œuvre non seulement dans le cadre du fameux projet Fox dans une réserve indienne de l’Iowa, mais aussi dans toutes sortes d’activités destinées aux Indiens d’Amérique, ainsi que dans un programme communautaire de logement et de développement dans un quartier urbain situé juste au nord de l’Université de Chicago, où il enseignait. En d’autres termes, Tax a dés-exotisé et dé-racialisé les Amérindiens. Il les voyait, à l’instar des habitants urbains blancs, comme de simples américains avec « leurs craintes, leurs espoirs et leurs besoins ». Nous pouvons ainsi dire qu’il y a cinquante ans, Sol Tax prônait déjà ce qu’Arjun Appadurai (2007) a récemment baptisé l’anthropologie du futur, même si Sol Tax s’intéressait davantage aux savoirs qu’aux pratiques, et très peu, voire pas du tout, au potentiel théorique de la recherche orientée vers l’action<sup>12</sup>.

L’injection d’une dimension anthropologique dans le champ du développement à la fin des années 1960 et au début des années 1970 aux USA peut être considérée comme un rejeton tardif mais impressionnant de cette tradition d’anthropologie appliquée spécifiquement américaine (Hoben 1982). Vers 1970, l’USAID est devenue un employeur majeur d’anthropologues américains. Cette agence a contribué à développer des « analyse socialement fondées » (*social soundness analysis*) qui, sous McNamara, ont fait leur chemin jusqu’à la Banque mondiale, atteignant ultérieurement une série d’autres agences de développement bilatérales et multilatérales. En d’autres termes, l’USAID a ouvert la voie au « tournant participatif et anthropologique » du développement avec des longueurs d’avance sur tout ce qui se passait dans ce champ en Europe à la même époque. Ainsi, lorsque le projet de l’APAD prit forme au début des années 1980, prônant une implication anthropologique plus importante dans le domaine du développement, la bataille était déjà gagnée aux USA.

Mais entre-temps, l’optimisme libéral américain s’était évanoui au cours des années 1960 et 1970. Une des causes immédiates de ce phénomène dans le champ de l’anthropologie fut l’implication des anthropologues américains dans le mouvement global de contre-insurrection, avec le projet Camelot comme partie émergée de l’iceberg. En termes d’histoire « réelle », le

---

<sup>11</sup> Sur le « chaînon manquant », voir aussi les contributions récentes de Bako Arifari (2007), Lavigne Delville (2007) et Le Meur (2007).

<sup>12</sup> Les liens potentiels entre ce programme et l’agenda de l’APAD via Roger Bastide, sur lesquels Jean-Pierre Chauveau a attiré mon attention, restent à explorer.

contexte général du déclin de l'optimisme pour l'ingénierie sociale était bien sûr celui de la Guerre du Vietnam ; en termes d'histoire intellectuelle – et probablement non sans lien avec celle-ci – le postmodernisme et ses doutes à l'endroit du projet moderniste. Néanmoins, le creusement du fossé entre anthropologie pratique et anthropologie académique était aussi favorisé par les évolutions contingentes du marché américain du travail : si dans les années 1950 de nombreux anthropologues travaillaient dans les champs de l'application, leur nombre a diminué après les années 1960, quand les anthropologues américains ont progressivement trouvé des emplois dans les universités, et ont ainsi pu échapper aux travaux appliqués. Dans le secteur du développement américain, l'essor du paradigme de la modernisation a rendu les anthropologues superflus dès les années 1960 (Hoben 1982). Après 1970, la tendance s'est inversée et le marché du travail hors université a progressivement dominé.

La dégradation générale de l'optimisme libéral américain, la crise idéologique et celle de l'emploi en anthropologie du développement ont fourni à la fin des années 1970 et au début des années 1980 la toile de fond d'où a émergé une critique radicale du développement, communément associée aux travaux d'Arturo Escobar (1995) et de James Ferguson (1990). Les deux auteurs affirment que le développement fonctionne comme un régime de savoir/pouvoir qui vise à la domination de l'Occident sur le Tiers Monde. La « machine du développement » est essentiellement une machine à dépolitiser : en s'implantant via l'ajustement structurel, les agences de développement soumettraient progressivement les pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à un régime disciplinaire international dans lequel les questions politiques seraient technicisées, privant les pays du Sud de toute capacité d'action. Ce régime international de pouvoir/savoir ne peut être réformé de l'intérieur mais seulement « critiqué » de l'extérieur et à cet égard, une position académique dans une université états-unienne d'élite offre un poste d'observation idéal, si ce n'est le seul.

En d'autres termes, à partir des années 1980 et plus encore dans les années 1990, la situation aux USA s'est trouvée caractérisée par une polarisation (qui perdure aujourd'hui) entre deux positions antagonistes : d'une part, une anthropologie du développement appliquée très sophistiquée au plan technique, avec une riche tradition historique, et dont l'objectif principal se limite à essayer d'être utile. Ce versant appliqué de l'anthropologie fait l'économie de toute réflexivité théorique, ou plutôt, il ne réalise pas son potentiel théorique : il s'intéresse essentiellement à la contribution possible de l'anthropologie au développement, et non à son envers : l'apport potentiel de l'étude du développement à l'anthropologie en général<sup>13</sup>. D'un autre côté, il existe une position radicale du « n'y-touchez-pas », évitant tout engagement empirique avec l'objet « critiqué » et s'accompagnant d'une substitution de fait des références érudites et des grands noms de la philosophie à l'analyse empirique. Nous pourrions voir dans cette polarité une résurgence du vieux débat modernisation *versus* dépendance, à la différence près que la théorie néo-

---

<sup>13</sup> Dans cette perspective, le développement défie la manière dont l'anthropologie est enseignée aux étudiants : celle-ci devrait être moins théorique et plus orientée sur la pratique selon certains – cf. Cernea (1996) et Nolan (2002) –, pour transmettre en premier lieu les compétences nécessaires aux professionnels du développement.

dépendantiste d'Escobar et de Ferguson ne s'inspire plus de Lénine et de Rosa Luxembourg mais essentiellement de Foucault. Ces positions radicalement opposées ont un ancrage institutionnel distinct et communiquent à peine l'une avec l'autre.

Par comparaison, les positions européennes qui se développaient en parallèle se sont plus fortement exprimées en termes d'engagement critique dans la pratique. Elles étaient de manière significative souvent formulées par des gens qui avaient, ou avaient eu au cours de leur carrière, un pied dans les deux camps, ceux de l'intervention de développement et de l'université, et qui avaient essayé de combiner pratique du développement et réflexion théorique : à Wageningen, le groupe associé à Norman Long a su s'engager dans un débat de fond avec les collègues les plus orientés vers la pratique des départements voisins de la vulgarisation ou encore de l'irrigation ; à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Marseille, Jean-Pierre Olivier de Sardan a régulièrement accepté des doctorants issus du monde du développement ; à l'École d'études orientales et africaines (SOAS), David Mosse et ses collègues continuent de combiner travail de développement, enseignement universitaire et recherche, pour ne citer que quelques exemples. Ce type de chevauchement semble être plus rare, si ce n'est inexistant aux États-Unis.

De toute évidence, il existe aussi d'importantes nuances entre les différentes approches européennes et il faut se garder de les sous-estimer. À côté des traditions nationales auxquelles nous avons déjà fait allusion, elles me semblent largement liées à la diversité des terrains (Amérique latine, Afrique, Inde), des trajectoires personnelles et enfin du type de public auprès duquel on recherche sa légitimité<sup>14</sup>.

Les faiblesses de la théorie néo-dépendantiste ont souvent été dénoncées (e.g., Olivier de Sardan 2001) ; je me limiterai donc ici à une brève présentation de trois points critiques essentiels :

1. La première critique concerne la fragilité des fondements empiriques. En fait, à l'instar des théoriciens classiques de la dépendance, les néo-dépendantistes tirent moins leur autorité de l'analyse empirique que de références érudites aux théories sociales. Il en résulte une essentialisation du « néo-libéralisme » qui fait l'économie de son analyse et une surestimation de la force du « régime de pouvoir/savoir du développement » – perspective en accord avec la position foucauldienne et qui paraît plus plausible si l'on observe le monde d'une métropole ou d'un campus américains qu'à partir disons, de l'est du Congo<sup>15</sup>. Si ce manque d'intérêt pour ce qui se passe réellement sur le terrain est particulièrement flagrant dans le travail d'Escobar (1995), il n'est pas absent non plus chez des néo-dépendantistes plus empiriques. Ferguson (1990) par exemple, généralise un cas uni-

---

<sup>14</sup> Norman Long par exemple, ancien doctorant de Max Gluckman, semble surtout s'adresser à un public universitaire, et essentiellement en sociologie, comme l'indiquent les titres de ses principaux ouvrages (Long 1977, 2001), tandis que Jean-Pierre Olivier de Sardan, parallèlement à ses intérêts théoriques, vise également un impact local et pratique – en Afrique de l'Ouest où il a choisi de résider, ainsi qu'auprès des agences de développement internationales, cf. Bierschenk (2007a).

<sup>15</sup> Une critique de la philosophie du pouvoir de Foucault concerne le fait qu'elle dénie la possibilité de tout lieu alternatif de pouvoir et de résistance, voir Honneth (1986).

que et très particulier : un projet de la Banque mondiale, paradigmatique de la modernisation des années 1960 et 1970, qu'il présente comme typique du développement dans son ensemble, dans un livre publié dans les années 1990 et donc, longtemps après le « tournant participatif » emprunté par le développement. Une lecture attentive de son analyse révèle que si les agences de développement se sont efforcées de dépolitiser le développement et de le techniciser, l'élite politique du Lesotho est restée très consciente des implications politiques des interventions de développement et très habile à les exploiter à son avantage.

2. Cette critique ne concerne pas autant, je crois, l'œuvre d'autres théoriciens de la néo-dépendance tels que Rita Abrahamsen (2000). Celle-ci nous offre une solide étude comparative en sciences politiques sur les effets dépolitisants de la greffe de la démocratie dans quatre pays africains. L'approche d'Abrahamsen – comme celle de nombreux néo-dépendantistes – souffre toutefois d'un biais fonctionnaliste qui consiste à confondre effets et causes, d'une mauvaise compréhension de la fonction des discours de politique publique, et d'une familiarité insuffisante avec la sociologie des organisations. Les anthropologues du développement ainsi que les anthropologues et sociologues des organisations ont montré que les agences de développement, comme n'importe quelles autres organisations, ne sont coordonnées, au mieux, que de manière très lâche et qu'elles sont loin d'être simplement gouvernées d'en haut (Quarles van Ufford et al. 1988), et que la fonction du discours politique est moins de réguler les pratiques que de les justifier pour des publics particuliers, et ce souvent *ex-post* (Mosse 2004)<sup>16</sup>. J'ajouterais à cela le fait que les agences de développement, qui sont des organisations tournées vers la mobilisation des moyens (*input-oriented*) plus que vers les résultats (*output-oriented*), se caractérisent par un degré particulièrement élevé de « tolérance répressive », expression empruntée à Herbert Marcuse (1969) : elles révèlent une forte capacité à intégrer les critiques (et leurs auteurs) dans leur discours politique sans pour autant changer leurs pratiques. La logique d'empilement qui imprègne les *policy papers* est un autre exemple de cette tolérance répressive : dans les trois rapports majeurs sur l'Afrique produits par la Banque mondiale depuis le début des années 1980, les paradigmes structurants et les notions clés ne se substituent pas les uns aux autres, mais s'empilent les uns sur les autres, de sorte que ce que nous trouvons dans le rapport de 1989 (World Bank 1989) n'est pas une alternative à l'ajustement structurel qui est proposé dans le rapport Berg quelques années auparavant (World Bank 1982), mais « ajustement structurel » plus « gouvernance », tandis que dans le rapport de 2001 (Gelb 2000), nous trouvons « ajustement structurel » plus « gouvernance » plus « participation » plus « réduction de la pauvreté » (Tepe 2006). En d'autres termes, même si nous concédons que les approches des grandes (et petites) agences de développement international procèdent d'une logique visant à faire des enjeux politiques des questions techniques, cela ne signifie pas qu'elles y parviennent. En effet, l'un des arguments les plus convaincants du débat sur le développement en Afrique est que, quelles

---

<sup>16</sup> Une perspective similaire, largement inspirée de Luhmann (1981) est adoptée par Stefanie Hanke (1996) dans sa courte mais excellente étude de la Banque mondiale.

qu'aient été les approches choisies par les agences de développement, les élites africaines sont toujours parvenues à les politiser à leur propre avantage (van de Walle 2001). Il semble par conséquent tout à fait plausible d'avancer que les politiques et approches sectorielles actuelles du développement sont l'objet des mêmes stratégies locales de détournement, de démembrement et d'appropriation sélective que celles mises en lumière, il y a longtemps déjà, par les anthropologues du développement, pour des approches-projets plus classiques du développement (Bierschenk 1988; Bierschenk & Elwert 1988; Lentz 1988; Olivier de Sardan 1988).

3. Troisièmement, la théorie de la néo-dépendance n'a pas été capable de formuler une alternative réaliste aux pratiques critiquées. De temps à autre, nous trouvons une idéalisation des mouvements sociaux ou une vague allusion au « post-développement » (Rahnema & Bawtree 1997), mais il est principalement conseillé de rester à l'écart – une position évidemment plus facile à tenir pour un anthropologue qui dispose d'une chaire de titulaire à l'université que pour ses étudiants, dont un grand nombre travaillera dans le champ du développement.

Ceci étant dit, je ne pense pas qu'il faille jeter le bébé avec l'eau du bain ou traiter de la théorie de la néo-dépendance sur le mode du « n'y-touchez-pas » qu'elle-même applique au développement. Les contributions de la théorie de la néo-dépendance ne sont pas négligeables et il faut les traiter comme des défis pour l'anthropologie empirique du développement dont l'APAD s'est faite l'avocate. À cet égard, cinq points sont à relever :

- Tout d'abord, la théorie de la néo-dépendance ne souffre pas du biais culturaliste que l'anthropologie du développement a longtemps combattu. Elle insiste au contraire sur la centralité du pouvoir dans le développement. L'anthropologie du développement empirique centrée sur les acteurs a parfois tendance à négliger le pouvoir en tant que dimension structurante primordiale de la relation de développement (*development encounter*) ; il faudrait en fait plutôt parler de « situation de développement », par analogie avec la notion de « situation coloniale » forgée par Balandier (1951) qui met l'accent sur le fort différentiel de pouvoir qui structure cette relation.
- Deuxièmement, si l'anthropologie de développement classique était selon toutes probabilités à son mieux dans la déconstruction des projets de développement (voir les contributions dans Bierschenk & Elwert 1988) et des interventions planifiées par projets (Long 1989), la théorie néo-dépendantiste a déplacé la focale vers des formes plus récentes d'intervention de développement, à savoir les politiques de développement et les approches sectorielles.
- Troisièmement, l'approche néo-dépendantiste propose d'étudier les politiques de développement tant du côté de leur production (c'est-à-dire des organismes de développement) que du côté de leur point d'impact et des « bénéficiaires » – même si comme nous allons le voir, les ethnographies des organismes de développement restent très rares à ce jour.

- Quatrièmement, la théorie de la néo-dépendance nous incite à repenser les effets combinés des interventions de développement, effets qui vont au-delà de ceux qu'impliquent une politique ou un projet individuel, et qui sont par conséquent « hors-champ » pour une approche empirique qui tend à se focaliser sur un projet particulier. La dépolitisation et la traduction techniciste ont été identifiées comme deux effets potentiels combinés générés par la somme de nombreuses interventions de développement individuelles ; « l'amnésie structurelle » pourrait en être un troisième (Bierschenk & Elwert 1991; Bierschenk, Elwert & Kohnert 1993; Chauveau 1994).
- Enfin, la néo-dépendance indique la bonne direction lorsqu'elle tente de relier le « développement » à d'autres pratiques de « production du monde », et dans sa volonté de mettre en relation données empiriques relatives à des micro-événements – pour laquelle une anthropologie du développement centrée sur les acteurs est particulièrement bien équipée – avec des processus de plus grande envergure – qui sont plus difficiles à saisir avec l'outillage méthodologique classique de l'anthropologie. Une grande partie de l'anthropologie du développement, celle, plus ancienne, centrée sur les projets, n'a pas réussi à enchâsser ses micro-histoires dans des récits plus larges et à faire le lien entre analyse locale et tendances globales.

Je pense que nous devrions prendre ces défis très au sérieux, mais aussi donner un tour plus empirique aux ambitions théoriques néo-dépendantistes. L'APAD n'est pas seule bien entendu dans ce champ, et nombreux sont ceux qui, ailleurs, sont occupés à produire ce que j'appellerais une nouvelle anthropologie du développement. Si l'on revient à l'une de mes typologies initiales distinguant les approches centrées sur les acteurs, les institutions et les discours, il apparaît que cette anthropologie du développement d'un nouveau genre revêt essentiellement deux formes :

- Il existe des auteurs qui se revendiquent d'une approche discursive. À y regarder de plus près, on tombe souvent sur une simple analyse de documents, et cette approche souffre des faiblesses déjà énumérées : le discours est confondu avec la pratique et les effets annoncés avec la réalité. Dans ce type d'analyse, la « machine développementaliste » est une boîte noire, puisque nous n'apprenons pas comment et par qui le discours est produit, et encore moins comment il est reçu et peut-être déconstruit. En fait, ce type d'analyse essentialiste du discours s'apparente dans la plupart des cas à un retour à une anthropologie en chambre<sup>17</sup>.
- Par contraste, certains des meilleurs travaux empiriques ont été consacrés aux nouvelles politiques de développement (même s'ils présentent une tendance à taire les voix locales). Dans une étude récente et fascinante, Tania Murray Li (2006; 2007) retrace par exemple l'émergence des stratégies néolibérales de la Banque mondiale en Indonésie, et montre comment ces politiques ont été mises en œuvre, non par la force mais

---

<sup>17</sup> L'étude d'Anders (2005) par exemple, malgré son titre prometteur, ne contient pas un seul élément d'information basé sur un travail de terrain ; elle aurait pu être entièrement effectuée à partir d'un bureau quelconque, à des lieux du Malawi.

par des tentatives de « réformer le sujet » avec l'aide de centaines d'anthropologues locaux. Dans son étude d'un projet sur l'eau de la Banque de développement allemande (KfW), Rottenburg dissèque le discours « doublement contraint » du développement (Rottenburg 2002) : transcrire des différentiels de pouvoir structurels dans une rhétorique de partenariat et nier le caractère politique de l'aide, une double contrainte qui concerne sur le mode collusoire tous les acteurs impliqués.

Ces études et d'autres, également récentes, sont des réussites majeures de l'anthropologie du développement, en partie basée sur des terrains non-africains. Il est par ailleurs surprenant de constater combien les ethnographies institutionnelles et professionnelles sont restées rares dans le champ du développement, en dépit de prétentions contraires (Watts 2001). Il existe certes quelques intéressantes analyses internes de la Banque mondiale, dont la plupart sont produites par des membres du personnel, partis du fait de désaccords politiques (voir par exemple les comptes-rendus fascinants de Wade ;(par exemple, les rapports fascinants de Wade ; cf. Wade 1996, 1997, 2001; Wade 2002) ; on n'a que quelques ethnographies très partielles de la Banque mondiale réalisées par des anthropologues professionnels, mais elles tendent plus vers l'ethnographie des politiques publiques plutôt que vers celle de l'institution en tant que telle (Fox 2000; Goldman 2001; Griffiths 2003). Et concernant les autres agences multi- et bilatérales, même ces ethnographies partielles semblent absentes. Nous disposons néanmoins de quelques ethnographies de professionnels du développement (Spies 2003, 2006).

Pour conclure, quelles leçons pouvons-nous tirer de ce rapide aperçu de la littérature ? Je perçois deux champs d'investigation pour l'anthropologie du développement à vocation empirique de l'APAD : l'étude empirique des États et des bureaucraties des pays du Sud et l'ethnographie des organismes de développement.

1. *États et bureaucraties des pays du Sud* : de récents articles et les conférences de l'APAD - dont la présente - indiquent que l'anthropologie du développement apadienne classique, centrée sur les projets, est en rapide mutation vers une anthropologie de la délivrance des services publics, des politiques publiques (qui dans la « situation de développement » sont habituellement coproduites par l'État et des acteurs étrangers), des bureaucraties publiques et de l'État, au niveau tant national que local (Blundo 2001, 2006; Blundo et al. 2006; Le Meur 2006; Olivier de Sardan 2004a, 2005b)<sup>18</sup>. Dans le même temps, cette anthropologie du développement d'un nouveau genre se différencie progressivement en sous-domaines : anthropologie de la santé (Jaffré & Olivier de Sardan 2003), de l'éducation (Bierschenk 2007b; Hartmann

---

<sup>18</sup> Pour un exemple antérieur mexicain, voir Arce (1993), pour un cas indonésien, voir Li (1999).

2007), du droit (moderne) et du système judiciaire (Bierschenk 2004; Tidjani Alou 2001, 2006)<sup>19</sup>.

2. *Ethnographies des organismes et des agents de développement* : ce qui fait résolument défaut, et dont le besoin est peut-être le plus pressant, ce sont des ethnographies des organismes de développement. Une question importante et non résolue ici est celle de l'accès, un problème moins aigu si l'objet n'est pas tant l'institution que ses agents. De telles ethnographies aideraient à faire de l'anthropologie du développement un élément constitutif de l'anthropologie de la globalisation : considérer le Développement avec un « D » majuscule comme l'un des nombreux projets de globalisation, comme un ensemble de « pratiques de production du monde »<sup>20</sup> peut être une manière d'enchâsser les récits localisés des anthropologues du développement dans des dynamiques englobantes.

À cette fin, nous avons urgemment besoin d'une posture comparative plus explicite. L'anthropologie apadienne du développement doit regarder plus attentivement « sur sa droite et sur sa gauche » : elle doit tenter plus activement de s'appropriier les enseignements des études menées en Inde, en Amérique latine, en Asie du Sud-est, etc. Ma dernière expérience d'enseignement m'a appris combien il était dénué de sens de donner un cours d'anthropologie du développement exclusivement ciblé sur l'Afrique. Comme nous l'avons vu, certains des meilleurs travaux en anthropologie du développement ont été réalisés sur la base de cas non-africains, et il est bien sûr primordial de tenir compte de ces travaux, d'autant plus si notre ambition est de mettre l'Afrique en perspective<sup>21</sup>.

Je souhaite conclure sur quatre réflexions d'ordre général. La première concerne les effets combinés du développement, qui ne sont pas immédiatement déductibles de l'observation des pratiques locales. Même les projets de développement individuels réussis et des politiques publiques particulières peuvent avoir des conséquences inattendues moins positives à un niveau plus global : la dépendance institutionnalisée vis-à-vis de l'aide dans de nombreux pays d'Afrique, la généralisation et l'institutionnalisation, favorisées par l'entreprise de développement, d'un double discours de la part des élites Africaines et d'un « État rusé » (Randeria 2004), la fragmentation de politiques nationales cohérentes via la création d'enclaves néolibérales comme résultat d'interventions de développement de longue durée, la création d'un système d'irresponsabilité généralisée à travers le Développement, etc. L'anthropologie du développement, quelle que soit la pertinence de son approche locale, doit être au fait des défis colossaux du développement auxquels l'Afrique est confrontée et de l'échec du Développement (avec un D majuscule) à générer du développement. Il ne s'agit pas simplement du fait que cinquante années de développement

---

<sup>19</sup> Les bureaucraties publiques d'Afrique font l'objet d'un programme de recherche en cours (financé par la Fondation Volkswagen) sous le titre « Le travail de l'État : services publics et fonctionnaires au Bénin, au Ghana, au Mali et au Niger », et dans lequel plusieurs chercheurs de l'APAD sont actuellement impliqués.

<sup>20</sup> Richard Rottenburg, communication personnelle.

<sup>21</sup> Nous pourrions aussi ajouter le desideratum suivant : que les Apadiens publient davantage en anglais...

n'ont pas su relever ces défis : il se pourrait que le Développement et ses conséquences inattendues fassent eux-mêmes partie du problème (Collier & Gunning 1999; Ricupero 2001).

En second lieu, nous devons réfléchir à la signification du « tournant participatif » du développement alors que même la Banque mondiale emploie aujourd'hui des centaines d'anthropologues dans un projet « néolibéral » (Li 2006). Une première conclusion à tirer de cela est que l'anthropologie du développement se doit de devenir plus réflexive. Cette proposition ne doit pas être exclusivement comprise dans le sens épistémologique que les postmodernes avec leur intérêt pour le pouvoir de représentation, lui ont, à juste titre, donné. Cette proposition peut être interprétée dans un sens très pratique : ce dont nous avons besoin, ce sont des ethnographies des rôles, pratiques et fonctions des anthropologues du développement.

Troisième point, l'anthropologie du développement reprend une antienne avec laquelle les sciences sociales bataillent depuis les origines : comment combiner analyse sociale, pratique politique et responsabilité morale. L'anthropologie du développement ne peut rester en dehors de la question des valeurs morales et politiques, au nom de la rigueur méthodologique – elle doit la traiter –, ce que nos étudiants nous rappellent constamment, au cas où nous l'oublierions. Aborder la question des valeurs ne conduit pas nécessairement à la position néo-dépendantiste du « n'y-touchez-pas » (par exemple, le Développement) pour des raisons morales. Une telle position néglige le fait fondamental qu'il n'existe aucune différence de principe entre les problèmes éthiques de l'engagement pratique et de la représentation ethnographique. Interroger pour une question de principe l'éthique d'intervention de l'anthropologue du développement, comme les théoriciens de la néo-dépendance le font, c'est questionner l'entreprise ethnographique en tant que telle. Cette position est bien sûr légitime, mais elle met l'anthropologue devant un dilemme évident. Selon moi, il n'existe pas de solutions théoriques *a priori* à ce dilemme ; il n'y a que des manières pratiques et *ad hoc* de les traiter. Dans la mesure où les anthropologues du développement ne sont pas seulement des chercheurs mais aussi des enseignants, un autre élément entre en ligne de compte : celui de la responsabilité envers nos étudiants. La plupart ne demeureront pas dans le monde universitaire et devenir activiste à plein-temps d'Attac ne constitue pas non plus l'option la plus probable pour eux. Par conséquent, une posture de type « n'y-touchez-pas » vis-à-vis du développement, typique de certains courants d'une anthropologie autoproclamée « critique », est aussi irresponsable que l'enseignement non réflexif des techniques d'intervention que proposent certains programmes en « études de développement ». Comme pour d'autres champs de la pratique, c'est l'engagement critique envers le développement et la recherche de la distance optimale par rapport à ses pratiques qui me semblent être le chemin à suivre – un chemin difficile mais qui s'avère le plus ajusté aux objectifs de la recherche et de l'enseignement universitaires.

Enfin, qu'en est-il de la revendication initiale des premières années de l'APAD, selon laquelle anthropologie et développement peuvent s'enrichir mutuellement ?<sup>22</sup> Quel est le bilan de cette

---

<sup>22</sup> Cette dernière section du texte ne figurait pas dans le texte initial de la conférence, elle inclut certains éléments du débat qui a suivi l'exposé.

double ambition aujourd'hui ? Sa première partie est très claire : la bataille de la reconnaissance par les praticiens du développement du bien-fondé de l'anthropologie a largement été remportée. Tous s'entendent largement à l'heure actuelle sur la nécessité de fonder les projets et les politiques de développement sur des connaissances détaillées des dynamiques sociales dans lesquelles s'ancrent les interventions de développement ; et souvent, pour les pays du Sud, seule l'anthropologie peut fournir ce type de connaissances. Et depuis le tournant participatif du développement, il est généralement reconnu que projets et interventions doivent se baser sur une approche « participative » qui en retour favorise l'implication des anthropologues.

Le second objectif a-t-il été atteint ? C'est moins net. En quoi l'anthropologie du développement contribue-t-elle à l'anthropologie générale ? Leur intérêt pour le monde moderne a éloigné, il y a une cinquantaine d'années, les différentes variantes de l'anthropologie pratique du courant central de l'anthropologie. Cette tendance est révolue, à une heure où bien peu d'anthropologues continuent de soutenir que la discipline devrait se limiter aux phénomènes sociaux « traditionnels », presque tous plaçant pour une « anthropologie de la (post)-modernité ». La contribution de l'anthropologie du développement – au moins dans sa version empirique – à l'anthropologie générale s'exprime principalement dans deux champs, selon moi. Il s'agit en premier lieu du champ méthodologique : les anthropologues du développement et « appliqués » travaillant pour des institutions autres qu'universitaires ont toujours eu à rendre compte de leurs méthodes – et ils se vivaient d'ailleurs comme responsables à cet égard –, bien plus que les anthropologues académiques ; ils ont par conséquent développé un arsenal bien plus articulé et réfléchi de méthodes quantitatives et qualitatives, associant à la classique observation participante des approches sociologiques et historiques ; ils se sont aussi montrés bien plus ouverts à l'interdisciplinarité que la plupart de leurs collègues universitaires (Bennett 1996). Il est révélateur que les perspectives historiques – i.e. différentes des spéculations historiques de la plupart des évolutionnistes et diffusionnistes – aient été les premières introduites en anthropologie dans le contexte appliqué de l'Institut Rhodes-Livingstone et de l'École de Manchester (Evens & Handelman 2006) qui ont également vu l'invention de l'analyse de réseau (Mitchell 1969), l'unique méthode quantitative jamais développée en anthropologie (Schweitzer 1988). L'anthropologie du développement n'a de fait jamais été prisonnière de la seule et unique approche de l'observation participante à la Malinowski – que des générations ultérieures d'anthropologues invoquent plutôt qu'ils ne la pratiquent. De façon paradoxale, ni cette ouverture méthodologique, ni l'engagement de l'anthropologie du développement envers ses disciplines voisines n'ont bénéficié à sa légitimité au sein de l'anthropologie générale (qui voit, de façon ironique, des collègues plus connus pour leurs contributions théoriques qu'empiriques ou méthodologiques à la discipline se présenter comme les plus fervents avocats de « l'observation participante »).

La seconde contribution de l'anthropologie du développement à l'anthropologie générale tient à son rappel implicite des réalités. Le développement n'est pas simplement un projet hégémonique imposé au « Sud » par « l'Occident » (comme ça peut sembler le cas lorsque le « Sud » est observé de loin) ; il s'agit d'un métarécit auquel contribuent de nombreuses voix. Depuis les dernières

phases de la colonisation (en particulier en Afrique), c'est une idée qui mobilise une foule d'acteurs, des paysans africains aux élites nationales, en passant par les agences internationales (Cooper & Packard 1997). Cette idée n'a pas perdu de sa capacité de mobilisation de nos jours et s'inscrit dans les constitutions nationales, ainsi que dans l'imaginaire populaire (pour un argument identique, voir (pour une argumentation similaire, voir Edelman & Haugerud 2004). Quel que soit le sujet de recherche des anthropologues débarquant sur leurs terrains africains, ils seront bien peu à ne pas tomber sur la centralité du « développement » (ou son absence) dans les discours locaux et les pratiques locales. En d'autres termes, les anthropologues qui dédaignent ou « critiquent » le développement, sans tenter d'en appréhender les significations locales, passent tout simplement à côté d'un part essentielle des réalités. Cela vaut pour l'Afrique et au-delà.

## Bibliography

- Abrahamsen, Rita. 2000. *Disciplining Democracy. Development discourse and good governance in Africa*. London: Zed.
- Anders, Gerhard. 2005. Good governance as technology. Toward an ethnography of the Bretton Woods Institutions. In: *The Aid Effect: Giving and Governing in International Development*, éd. D. Lewis & D. Mosse. London: Pluto Press: 37-60.
- Anderson, Lisa. 2003. The global reach of American social science. *Chronicle of Higher Education* (26.9.2003): B7-B9.
- Appadurai, Arjun. 2007. The anthropology of the future. Public lecture, New School for Social Research, 17. Oktober 2007.
- Arce, Alberto. 1993. *Negotiating Agricultural Development: Entanglements of bureaucrats and rural producers in Western Mexico*, *Wageningen Studies in Sociology*. 34. Wageningen: Agricultural University.
- Asad, Talal (éd.). 1973. *Anthropology and the Colonial Encounter*. London: Ithaca Press.
- Barth, Fredrik; Andre Gingrich; Robert Parkin & Sydel Silverman. 2005. *One Discipline, Four Ways. British, German, French and American Anthropology*. Chicago, Ill.: Chicago University Press.
- Bennett, John W. 1996. Applied and action anthropology: Ideological and conceptual aspects. *Current Anthropology* 37 (1): 23-53.
- Bierschenk, Thomas. 1988. Development projects as arena of negotiation of strategic groups. A case study from Benin. *Sociologia Ruralis* 28 (2-3): 146-60.
- . 2004. Die Informalisierung und Privatisierung von Konfliktregelung in der Beniner Justiz. In: *Anthropologie der Konflikte. Georg Elwerts konflikttheoretische Thesen in der Diskussion*, éd. J. Eckert. Bielefeld: transkript: 186-216.
- . 2007a. Enchevêtrement des logiques sociales. Jean-Pierre Olivier de Sardan en anthropologue du développement. In: *Une anthropologie entr rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, éd. T. Bierschenk, G. Blundo, Y. Jaffré & M. Tidjani Alou. Paris: APAd-Karthala: 29-49.
- . 2007b. L'éducation de base en Afrique de l'Ouest francophone. Bien privé, bien public, bien global. In: *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, éd. T. Bierschenk, G. Blundo, Y. Jaffré & M. Tidjani Alou. Paris: APAd-Karthala: 235-257.
- Bierschenk, Thomas & Georg Elwert (éd.). 1988. *Aid and development (Sociologia Ruralis vol. 28, no. 2-3)*. Assen: Van Borcum.
- Bierschenk, Thomas & Georg (Hg.) Elwert. 1991. *Entwicklungshilfe und ihre Folgen. Ergebnisse empirischer Untersuchungen im ländlichen Afrika*. Frankfurt: Campus.
- Bierschenk, Thomas; Georg Elwert & Dirk Kohnert. 1993. The long-term effects of development aid: Empirical studies in rural West Africa. *Economics (Tübingen)* 47 (1): 83 - 111.

- Blundo, Giorgio. 2001. Négociier l'État au quotidien: intermédiaires, courtiers et rabatteurs dans les interstices de l'administration sénégalaise. *Autrepart* 20: 75 - 90.
- . 2006. Dealing with the local state. The informal privatization of street-level bureaucracies in Senegal. *Development and Change* 37 (4): 799-819.
- Blundo, Giorgio; Jean-Pierre Olivier de Sardan; with Nassirou Bako-Arifari & Mahaman Tidjani Alou. 2006. *Everyday Corruption and the State. Citizens and public officials in Africa*. London: Zed.
- Cernea, Michael. 1996. *Social Organization and Development Anthropology. The 1995 Malinowski award lecture*. Washington, DC: World Bank. Original edition, kürzere Version wurde veröffentlicht in *Human Organization* 54, 3 (1995);
- Chauveau, Jean-Pierre. 1985. Mise en valeur coloniale et développement. In: *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire: sciences sociales et développement rural*, éd. P. Boiral, J.-F. Lanteri & J.-P. Olivier de Sardan. Paris: CIFACE-Karthala: 143-166.
- . 1994. Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement. In: *Les associations paysannes en Afrique*, éd. J.-P. Jacob & P. Lavigne Delville. Paris: Karthala: 25-61.
- Collier, Paul & J. W. Gunning. 1999. Explaining African Economic Performance. *Journal of Economic Literature* 37 (1): 64-111.
- Cooper, Frederick & Randell Packard. 1997. International development and the social sciences - introduction. In: *International Development and the Social Sciences. Essays on the history and politics of knowledge*, éd. F. Cooper & R. Packard. Berkeley, Ca.: University of California Press: 1-41.
- Delafosse, Maurice. 1941. *Les Noirs de l'Afrique*. Paris: Payot.
- Delavignette, Robert. 1931. *Les paysans noirs*. Paris: Stroek.
- Dozon, Jean-Pierre. 1978. Logiques des développeurs/réalité des développés: bilan d'une expérience rizicole en Côte d'Ivoire. *Mondes en Développement* 24.
- Edelman, Marc & Angelique Haugerud. 2004. Introduction: The anthropology of development and globalisation. In: *The Anthropology of Development and Globalization: From Classical Political Economy to Contemporary Neoliberalism: A Reader (Blackwell Anthologies in Social & Cultural Anthropology)* éd. M. Edelman & A. Haugerud. London: Blackwell.
- Escobar, Arturo. 1995. *Encountering Development. The making and unmaking of the Third World*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Evans-Pritchard, E. E. 1946. Applied anthropology. *Africa: Journal of the International African Institute* 16 (2): 92-98.
- Evens, T.M.S. & Don Handelman. 2006. *The Manchester School. Practice and Ethnographic Praxis in Anthropology*. Oxford Berghahn.
- Ferguson, James. 1990. *The Anti-Politics Machine. 'Development', depoliticization and bureaucratic power in Lesotho*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Firth, Raymond. 1981. Engagement and detachment: Reflections on applying social anthropology to social affairs (Malinowski Award Address). *Human Organization* 30 (3): 193-201.
- Fox, Jonathan. 2000. The World Bank Inspection Panel. *Global Governance* 6 (3): 279-318.
- Gardner, Katy & David Lewis. 1996. *Anthropology, Development and the Post-modern Challenge*. London: Pluto Press.
- Gelb, Alan H. 2000. *Can Africa Claim the 21st Century?* Washington, DC: World Bank.
- Gingrich, Andre. 2005. The German-speaking countries. Ruptures, schools and nontraditions: Reassessing the history of sociocultural anthropology in German. In: *One Discipline, Four Ways: British, German, French and American anthropology*, éd. F. Barth, R. Parkin, A. Gingrich & S. Silverman. Chicago, Ill.: Chicago University Press: 59-153.
- Goldman, Michael 2001. The Birth of a Discipline: Producing Authoritative Green Knowledge, World Bank-Style. *Ethnography* 2 (2): 191-217.
- Gow, David D. 1993. Doubly damned: Dealing with power and praxis in development anthropology. *Human Organization* 52 (4): 380-397.
- Griaule, Marcel. 1975. *Dieu d'eau. Entretiens avec Ogotemmêli*. Paris: Fayard.
- Griffiths, Peter. 2003. *The Economist's Tale. A consultant encounters hunger and the World Bank*. New York: Zed.

- Hartmann, Sarah. 2007. The informal market of education in Egypt. Private tutoring and its implication. Contribution à AEGIS European Conference on African Studies, 11 - 14 July 2007, Leiden.
- Hauschild, Thomas (éd.). 1995. *Lebenslust und Fremdenfurcht. Ethnologie im Dritten Reich, Suhrkamp-Taschenbuch Wissenschaft. Nr. 1189*. Frankfurt/Main: Suhrkamp.
- Herskovits, Melville J. 1936. Applied Anthropology and the American Anthropologists. *Science, New Series* 83 (2149): 215-222.
- Hobart, Mark (Hg.). 1993. *An Anthropological Critique of Development, The Growth of Ignorance*. London: Routledge.
- Hoben, Allan. 1982. Anthropologists and development. *Annual Review of Anthropology* 11: 349-375.
- Honneth, Axel. 1986. *Kritik der Macht. Reflexionsstufen einer kritischen Gesellschaftstheorie*. Frankfurt/Main: Suhrkamp.
- Jaffré, Yannick & Jean-Pierre Olivier de Sardan (éd.). 2003. *Une médecine inhospitalière. Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Paris: Karthala.
- Lavigne Delville, Philippe. 2007. À la recherche du chaînon manquant. Construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement. In: *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, éd. T. Bierschenk, G. Blundo, Y. Jaffré & M. Tidjani Alou. Paris: Karthala: 139-162.
- Le Meur, Pierre-Yves. 2006. State Making and the Politics of the Frontier in Central Benin. *Development and Change* 37 (4): 871-900.
- . 2007. Anthropologie et développement. Une relation à plaisanterie? In: *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, éd. T. Bierschenk, G. Blundo, Y. Jaffré & M. Tidjani Alou. Paris: Karthala: 163-186.
- Leiris, Michel. 1999. *L'Afrique fantôme*. Paris: Gallimard.
- Lentz, C. 1988. Why the most incompetent are on the Village Council: Development projects in an Indian Village in Ecuador. *Sociologia Ruralis* 28 (2-3): 199-215.
- Lewis, D. & David Mosse (éd.). 2005. *The Aid Effect: Giving and Governing in International Development*. London: Pluto.
- (éd.). 2006. *Development Brokers and Translators. The ethnography of aid and agencies*. Bloomfield, Ct.: Kumarian.
- Li, Tania Murray. 1999. Compromising power. Development, culture and rule in Indonesia. *Cultural Anthropology* 14 (3): 295-322.
- . 2006. *Neo-Liberal Strategies of Government through Community: The social development program of the World Bank in Indonesia, International Law and Justice Working Papers. Global Administrative Law Series, No. 2006/2*. New York: New York University School of Law.
- . 2007. *The Will to Improve. Governmentality, development, and the practice of politics*. Durham, NC: Duke University Press.
- Long, Norman. 2001. *Development Sociology. Actor perspectives*. London: Routledge.
- (éd.). 1989. *Encounters at the Interface. A Perspective on Social Discontinuities in Rural Development*. Wageningen.
- Long, Norman & Ann Long (éd.). 1992. *Battlefields of Knowledge. The Interlocking of Theory and Practice in Social Research and Development*. London: Routledge.
- Luhmann, Niklas. 1981. Organisation und Entscheidung. In: *Soziologische Aufklärung 3: Soziale Systeme, Gesellschaft, Organisation*, éd. N. Luhmann. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Malinowski, Bronislaw. 1929. Practical anthropology. *Africa* 2: 22-38.
- . 1984. *Argonauts of the Western Pacific*. Illinois: Waveland Press.
- Marcuse, Herbert. 1969. *Versuch über die Befreiung*. Frankfurt a. Main: Suhrkamp.

- Mead, Margaret. 1977. Applied anthropology: The state of the art. In: *Perspectives on Anthropology*, éd. A. F. C. Wallace. Washington, DC: American Anthropological Association: 142-161.
- Mitchell, J. Clyde (ed.). 1969. *Social Networks in Urban Situations. Analyses of Personal Relationships in Central African Towns*. Manchester: Manchester University Press.
- Mosse, David. 2004. Is good policy unimplementable? Reflections on the ethnography of aid policy and practice. *Development and Change* 35 (4): 639-671.
- Nolan, Riall W. . 2002. *Development Anthropology: Encounters in the Real World*. Boulder, Co.: Westview.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1983. Les paysans africains face au développement. In: *Introductions à la coopération en Afrique noire*, éd. A. Bouillon & F. Devalière. Paris: Karthala: 9-36.
- . 1985. Sciences sociales africanistes et faits de développement. In: *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire: sciences sociales et développement rural*, éd. P. Boiral, J.-F. Lanteri & J.-P. Olivier de Sardan. Paris: Karthala: 27-45.
- . 1988. Peasant logics and development project logics. *Sociologia Ruralis* 28 (2-3): 216-226.
- . 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris: Karthala.
- . 2001. Les trois approches en anthropologie du développement. *Revue Tiers Monde* 42 (168): 729-754.
- . 2004a. État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une approche historique. *Politique Africaine* (96): 139-162.
- . 2004b. Le chaînon manquant. *Le Courrier de la Planète* 74: 36-40.
- . 2005a. *Anthropology and Development. Understanding contemporary social change*. London: Zed.
- . 2005b. Classic ethnology and the socio-anthropology of public spaces in Africa *Afrika Spectrum* (3): 485-497.
- Quarles van Ufford, Philip. 1993. Knowledge and ignorance in the practices of development policy. In *Hobart, Mark (Ed.): An anthropological critique of development. The growth of ignorance*. London, New York: Routledge.
- Quarles van Ufford, Philip; P. Dirk Kruyt & Theodore Downing (éd.). 1988. *The Hidden Crisis in development: Development Bureaucracies*. Amsterdam: Free University Press.
- Radcliff-Brown, Alfred R. 1980 [orig. 1930]. Applied anthropology. *Research in Economic Anthropology* 3: 123-134.
- Rahnema, Majid & Victoria Bawtree (éd.). 1997. *The Post-Development Reader*. London: Zed.
- Randeria, Shalini. 2004. The State of globalization, legal plurality, overlapping sovereignties and ambiguous alliances between civil society and the cunning state in India. *Theory, Culture & Society* 24 (1): 1-33.
- Ricupero, Rubens (éd.). 2001. *African Economic Development in a Comparative Perspective, Cambridge Journal of Economics vol. 25, no. 3, May 2001*. London: Cambridge University Press.
- Rottenburg, Richard. 2002. *Weit hergeholte Fakten. Eine Parabel der Entwicklungshilfe*. Stuttgart: Lucius & Lucius.
- Schönhuth, Michael & Frank Bliss (éd.). 2004. *Culture for Development – Cultures of Development. 20 Years of Development Anthropology in Germany/Kultur für Entwicklung – Kulturen der Entwicklung. 20 Jahre Entwicklungsethnologie in Deutschland, Entwicklungsethnologie. Jg. 13, Heft 1 & 2*. Saarbrücken: Breitenbach.
- Schweitzer, Thomas (Hg.). 1988. *Netzwerkanalyse*. Berlin: Dietrich Reimer Verlag.
- Sibeud, Emmanuelle. 2002. *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France (1870-1930)*. Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Silverman, Sydel. 2005. The United States. In: *No satisfactory account in English – or in German, for that matter – exists of the recent history of German anthropology; Gingrich*

- (2005) *treatment of post-1970 developments is extremely cursory.*, éd. F. Barth, A. Gingrich, R. Parkin & S. Silverman. Chicago, Ill.: Chicago University Press: 255-347.
- Spies, Eva. 2003. Interkulturelle Kontakte im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit in Zinder (Niger). *Afrika Spectrum* 38 (3): 347-373.
- . 2006. Das Dogma partizipativer Entwicklung. Interkulturelle Kontakte im Kontext der Entwicklungszusammenarbeit in Zinder (Republik Niger). Dissertation, Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg-Universität, Mainz.
- Spittler, Gerd. 1994. Gibt es eine Entwicklungsethnologie? In: *Völkerkunde-Tagung München 1991, Bd. 1*, éd. M. S. Laubscher & B. Turner. München: 3-14.
- Streck, Bernhard (éd.). 2000. *Ethnologie und Nationalsozialismus*. Gehren: Escher.
- Tepe, Isabel. 2006. Entwicklungsstrategien für Subsahara-Afrika von Strukturanpassung bis *good governance*: Eine kritische Auseinandersetzung mit Berichten der Weltbank. Magisterarbeit, Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg-Universität, Mainz.
- Tidjani Alou, Mahaman. 2001. La justice au plus offrant. Les infortunes du système judiciaire en Afrique (autour du cas du Niger). *Politique Africaine* (83): 59-78.
- . 2006. Corruption in the legal system. In: *Everyday corruption and the State. Citizens and public officials in Africa*, éd. G. Blundo & J.-P. Olivier de Sardan. London: Zed: 137-176.
- van de Walle, Nicolas. 2001. *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979 - 1999*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Wade, Robert. 1996. Japan, the World Bank, and the Art of Paradigm Maintenance: The East Asian Miracle in Political Perspective. *New Left Review* (217): 3-36.
- . 1997. Greening the Bank. In: *The World Bank*, éd. R. Kanbur, J. Lewis & R. K. Webb. Washington, DC: Brookings.
- . 2001. Showdown at the World Bank. *New Left Review* 7 (January-February 2001)).
- Wade, Robert H. 2002. US hegemony and the World Bank the fight over people and ideas. *Review of International Political Economy* 9 (2): 201-229.
- Watts, Michael. 2001. Development ethnographies. *Ethnography* 2 (2): 283-300.
- World Bank. 1982. *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*. Washington, DC: World Bank.
- (éd.). 1989. *Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth*. Washington, DC: World Bank.